

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ, CONSTANTINE, BÉJAÏA, TIARET, ALGER

Les luttes sociales pour le droit à une meilleure retraite se multiplient

Ces dernières semaines, un peu partout en Algérie, des milliers de citoyens se sont organisés et se sont mobilisés pour essayer de faire valoir leurs droits en matière de retraite, de reconstitution de carrière, de protection sociale, et surtout pour de meilleures conditions de vie, plus de considération et un meilleur accueil dans les services publics et les organismes sociaux. A Bordj-Bou-Arréridj, Béjaïa, Tiaret, Constantine, Alger, et dans d'autres wilayas, les actions de toutes sortes se sont multipliées. Un rappel des principaux événements.

Plusieurs dizaines de rapelés du service national ont observé le 16 mai dernier un sit-in devant le siège de la wilaya de Bordj Bou Arréridj demandant l'intervention du wali auprès des autorités nationales afin de trouver une solution à leur situation. Les protestataires appartiennent aux contingents réservistes ayant été rappelés durant la décennie noire. Les protestataires réclament la reconnaissance par les plus hautes autorités de leur sacrifice, le droit de créer une organisation nationale, le bénéfice de la loi sur la réconciliation nationale et la concorde civile, une prime annuelle, la régularisation de la situation

auprès de la Sécurité sociale, la priorité pour le logement et le travail, et des indemnisations financières.

A l'est du pays, les retraités veulent plus

Selon un membre de la commission exécutive de la FNTR à Constantine, le gouvernement a annoncé, par la voix du ministre du Travail, «le relèvement et l'harmonisation de la majoration pour conjoint à charge pour les pensions de retraite liquidées à compter du 1^{er} janvier 2000». Pour rappel, la loi de finances 2000 avait fixé cette majoration à 700 DA pour les nouveaux retraités, au lieu des 1 733 DA pour les pensionnés sortis avant janvier 2000. En 2004, il y a eu un premier relèvement de la majoration à 1 000 DA, puis en 2 008 à 1 250 DA ; en 2010, il passe à 1 500 DA, et à partir de mai 2011, il est mis à niveau de son montant initial de 1 733 DA. Des retraités à Constantine avouent apprécier ces relèvements successifs, mais considèrent par ailleurs que le montant de la majoration pour conjoint à charge reste en deçà de ce qu'ils demandent. Quant au taux de 10% pour la revalorisation des pensions pour 2011, ils l'estiment très insuffisant, réclamant qu'il soit calculé en tenant compte de la cherté de la vie. «Nous estimons que les pensions devaient être revalorisées à hauteur de 30%, si ce n'est pas plus, et ce, en considération de ce qui est accordé aux travailleurs actifs. Ces derniers, par le biais de grèves et sit-in, ont arraché des augmentations allant jusqu'à 80% en sus de rappels se comptant en millions. Aussi nous considérons ces 10% inacceptables et même humiliants pour nous, qui avons trimé dur pendant des années et nous ne pouvons pas ne pas penser être victimes d'une «hogra» caractérisée», ont souligné ces retraités. Et d'ajouter que «ce sentiment est d'autant plus fort que, par ailleurs, nous nous estimons avoir été exclus injustement de l'application de la loi 83-12 qui stipule, en son article 43, que les pensions de retraite liquidées ou à liquider, doivent suivre l'évolution du point indiciaire des travailleurs en activité. Et alors que cette loi

est censée être applicable pour tous les retraités, nous n'en avons pas bénéficiée. Elle a touché seulement les travailleurs partis à la retraite à partir d'août 1996, qui, sans pour autant leur dénier ce droit, touchaient une pension supérieure à la nôtre. Ceux sortis avant cette date ont été exclus, ce qui est un déni de justice», ajoutent les retraités de Constantine. Ces derniers — lors d'une assemblée générale qui a regroupé plus de 500 retraités, organisée le 31 mai dernier à la maison du syndicat Benhamouda — réclament «la restitution des 400 milliards de centimes déposés par la CNR à la défunte banque Al Khalifa». Pour rappel, figurent aussi dans leurs revendications : une augmentation des pensions de 100%, l'alignement de toutes les pensions sur le SNMG, une prime spéciale d'aide aux retraités, l'augmentation de la majoration pour conjoint à charge à 4 000 DA, l'exemption des taxes imposables, etc.

A Béjaïa, 300 retraités réclament leur dû

Un litige oppose, depuis 5 ans, 300 retraités à l'agence de Béjaïa de la CNR. Le comité de wilaya de la FNTR demande que la lumière soit faite sur «le sort des rappels concernant 300 retraités». «La CNR procédait, depuis mai 2006, à la révision à la baisse des pensions de retraites anticipées substituées en retraite normale», se plaint la FNTR dans une lettre adressée au ministre du Travail. «Ce problème a causé un préjudice financier, dont sont victimes 300 retraités, découlant du non-respect de l'instruction n°18/2005 du 19 décembre 2005 qui a résolu le problème des trop perçus et des retenues en maintenant les avantages déjà acquis avant la substitution», affirme le comité des retraités. Les 300 retraités qui se disent «lésés» menacent de «recourir, une nouvelle fois, à une manifestation de rue» pour réclamer «leurs droits». Dans une lettre du 4 mars 2007, la direction générale de la CNR aurait instruit l'agence de Béjaïa afin d'appliquer l'instruction qu'elle lui avait adressée le 6 avril 2006, relative aux modalités de substitution des retraites anticipées en retraites d'âge légal à 60 ans, dans le cadre de l'application de l'article 6 bis de la loi N° 83 12 du 2/7/1983. «Cette opération doit être clôturée en mars 2007», lit-on aussi dans cette correspondance. Dans une autre instruction, la direction générale de la CNR a exhorté l'agence de Béjaïa à

«maintenir les montants acquis et annuler les trop perçus découlant de la substitution, et de restituer toutes les retenues éventuellement opérées pour rétablir les retraités dans leurs droits.» Mais pour la direction de l'agence de Béjaïa de la CNR, «la situation des dossiers des retraites anticipées est définitivement réglée» et «les montants de ces pensions ont été révisés à la hausse tout en garantissant les montants déjà acquis. Tous les trop perçus ont été annulés. Toutes les retenues opérées sur les pensions des intéressés ont été remboursées aux concernées.

Les rappels issus de l'actualisation des salaires de cette catégorie de retraités ont été payés intégralement aux concernés».

«Les retraités concernés, poursuit la direction de cette agence, ont été informés individuellement de leur situation et aucun recours n'a été reçu à ce jour». Pour cette agence, «les instructions de la direction générale ont été appliquées». Qui croire ?

A Tiaret, le rajeunissement des rangs de la FNTR souhaité

A Tiaret, beaucoup de (jeunes) chômeurs qui ont quitté précocement leur travail pour une raison ou pour une autre disent vouloir «briser ce mur de la stagnation» où ils ont été confinés contre leur gré et «ne plus s'astreindre à raser les murs, quêter un espace public ou tuer le temps et attendre les hypothétiques pensions de retraite à l'aune d'une problématique liée au manque de liquidités sans broncher ni s'organiser». Une pétition qui continue de circuler et signée par des centaines de retraités, pour la majorité des bons pour le service, a donné le ton d'une quête que les initiateurs voudraient imprimer à la démarche.

«L'actuel bureau de wilaya de la FNTR comporte des gens, certes, dévoués mais rongés par le temps et qui ne pourraient s'astreindre aux tâches que certains parmi les retraités encore jeunes désirent combler.» Nos téméraires retraités qui ont pris pour habitude de se rencontrer sur la place publique ont été les victimes expiatoires du dégraissement effectué à l'aune du Plan d'ajustement structurel du FMI ou du fait de départs volontaires, et se sont retrouvés à se ronger les ongles en regardant passer «l'occasion de valoir un plus à cette frange de la société». Pour rappel, ils sont 50 000 retraités (es) à Tiaret dont 15 000 au seul chef-lieu de wilaya. Un chiffre qui illustre la volonté de cette commu-

nauté qui aspire à plus. En commençant par un rajeunissement progressif dans les rangs de la FNTR.

Des retraités de la wilaya d'Alger devant la Maison de la presse

Des retraités de la wilaya d'Alger —venus principalement de Bachdjarah et Bourouba — se sont rendus nombreux le 25 mai dernier au siège central de l'UGTA, à la place du 1^{er}-Mai, avant de se rassembler devant la Maison de la presse. Décidés à rester mobilisés, ils revendiquent notamment une revalorisation de leur pension de retraite.

Au siège de la Centrale syndicale, ils y étaient pour rencontrer un responsable et exposer leurs revendications. En vain. «La situation des retraités devient intolérable, avec les augmentations des prix, notre pension est devenue dérisoire. Nous demandons, de ce fait, à ce que le montant de la pension minimum soit fixé à 15 000 DA», expliquent les représentants des retraités. Ils ont aussi annoncé qu'une assemblée générale se tiendra avant le mois de juillet prochain, pour le renouvellement des instances de l'organisation. N'ayant pas été reçus au siège de l'UGTA, les retraités se sont rabattus sur la Maison de la presse pour exprimer leur colère et faire passer leur message. Ils mettront en avant «la baisse du pouvoir d'achat qui atteint des proportions alarmantes et la nécessité d'une vie décente». Ils proposent que les retraités ayant travaillé pendant 32 ans et plus, et touchés de plein fouet par la précarité, bénéficient d'une hausse de leur pension de 80% au moins. Ils demandent aussi que la majoration pour conjoint à charge passe à 3 000 DA, et que la hausse des pensions concernant les personnes parties en retraite entre 1984 et 2005 soit fixée à 30%. Les retraités revendiquent également la révision de la pension de réversion, et la suppression du contrôle médical pour les personnes âgées et les personnes atteintes de maladies chroniques, ainsi que pour les ordonnances dépassant les 2 000 DA.

Les retraités d'Alger comptent renforcer leur mobilisation pour aller vers d'autres actions, notamment après l'assemblée générale qui aura lieu dans les prochaines semaines.

LSR

COURRIER DES LECTEURS

Lettre ouverte au directeur de la poste de Khemis-Miliana

J'ai le regret de vous signaler qu'en période d'encaissement de la retraite ou la paye de fin de mois, l'agence postale de Khemis Miliana est envahie de personnes de tout âge, ce qui crée un flux considérable et la formation d'interminables chaînes jusqu'à une heure avancée de la journée. Cette situation qui résulte de l'empressement de tout un chacun à encaisser son dû n'est pas sans créer parfois une véritable panique auprès des agents préposés aux guichets, lesquels n'hésitent pas un instant à faire montre de désobéissance à l'endroit des usagers pour justifier leur débordement. Il ne sera pas vain de vous rappeler qu'en toutes circonstances, le fonctionnaire se doit de faire preuve de patience et de bonne compréhension à l'égard des visiteurs, ce qui n'empêchera pas ces derniers aussi de se comporter d'une manière exemplaire. Aussi est-il de mon devoir d'attirer votre attention, Monsieur le responsable de la poste, sur la possibilité qui vous est offerte pour, un tant soit peu, inviter le personnel placé sous votre autorité à un minimum de respect à accorder au public, cela contribuera à sauvegarder au mieux l'image de marque de la structure publique que vous gérez.

M^{me} Chehat, Khemis-Miliana, wilaya de Ain-Defla

Les retraités de l'éducation nationale de Annaba se mobilisent contre les méfaits du tabagisme

Les retraités de l'éducation nationale se mobilisent contre les méfaits du tabagisme. La Journée mondiale de lutte contre ce fléau — le 31 mai de chaque année — est l'occasion pour leur association d'organiser des portes ouvertes sur la prévention des dangers du tabagisme. A cette occasion, le hall de la mai-

rie de Annaba a abrité, deux jours durant, une exposition de dessins d'enfants, de photos-choc, de spots publicitaires portant la griffe d'élèves d'écoles publiques et privées. «C'est par cette action militante que nous espérons sensibiliser la société civile sur la lutte contre le tabagisme dont la dangerosité pour la santé

est souvent très grave», a déclaré un membre de l'association, qui a, à son actif, la réalisation d'un sondage dans les établissements scolaires, lequel a mis en évidence une certaine prise de conscience des élèves quant aux risques qu'encourent les fumeurs et leur entourage immédiat.